

A la une

ReInsurance BUSINESS

War risk cover still available despite Gulf shipping near-standstill

06/03/2026

Industry bodies are projecting calm, but behind the reassurances lies a market grappling with surging rates and stranded vessels

Industry bodies continue to reassure the market that war risk insurance cover remains available, even as the escalating conflict in the Middle East drives shipping through the Strait of Hormuz to a near standstill.

Coordinated US and Israeli strikes on Iran began on February 28, followed by retaliatory Iranian missile and drone attacks across the Gulf. The conflict has disrupted one of the world's most critical shipping lanes, through which roughly 20% of globally consumed oil transits.

Multiple vessels have been damaged, at least one seafarer killed, and around 150 ships stranded.

Several P&I clubs, including Gard, Skuld, NorthStandard, the London P&I Club, and the American Club, issued notices of cancellation for war risk cover effective March 5.

IUA chief executive Chris Jones said insurers have «well-established risk management processes and policy protections to manage war risks and ensure that trade can continue to flow.»

He noted that the IUA and Lloyd's Market Association jointly engage security consultants to advise underwriters on areas of heightened risk.



Les Tunisiens se tournent davantage vers l'assurance-vie... de nouveaux chiffres révèlent ce changement

P.03

Algérie : Réforme de la CNAC : de l'assurance chômage au soutien aux start-up

P.05

Assurances marocaines : les réformes qui redessinent le secteur

P.06

El Hadji Amar Kébé élu président de la Fédération sénégalaise des sociétés d'assurances

P.06

ME conflict: Qatar most exposed but Bahrain likely to be first in GCC to face financial stress

P.08

ME conflict: UAE insurance industry looks to 'North Star' of resilience amid regional hostilities

P.08

Heightened risk of severe cyberattacks amid Middle East conflict: S&P

P.10

Jones acknowledged the Persian Gulf is «currently an area of maximum risk severity» but stressed that insurance remains available, including for vessels transiting the Strait of Hormuz.

SOMMAIRE

Les Tunisiens se tournent davantage vers l'assurance-vie... de nouveaux chiffres révèlent ce changement 03

Quand la géopolitique fait trembler les marchés : quelles perspectives pour l'économie tunisienne ? 03

Algérie : Assurance des produits agricoles : une convention entre la CNMA et l'ANEXAL pour promouvoir les exportations 05

Algérie: Réforme de la CNAC: de l'assurance chômage au soutien aux start-up 05

Assurances : les réformes qui redessinent le secteur 06

El Hadji Amar Kébé élu président de la Fédération sénégalaise des sociétés d'assurances 06

Ouganda : lancement de Tamini General Insurance, 1ère assurance islamique 07

Middle East: War-risk insurance spike forces MSC surcharge on Africa-bound cargo 07

ME conflict: UAE insurance industry looks to 'North Star' of resilience amid regional hostilities 08

ME conflict: Qatar most exposed but Bahrain likely to be first in GCC to face financial stress 08

War risk cover still available despite Gulf shipping near-standstill 09

Heightened risk of severe cyberattacks amid Middle East conflict: S&P 10



Les Tunisiens se tournent davantage vers l'assurance-vie... de nouveaux chiffres révèlent ce changement

11/03/2026

Le secteur de l'assurance en Tunisie a enregistré en 2025 un chiffre d'affaires record de 4 255,1 millions de dinars, contre 3 819,6 millions de dinars en 2024, soit une hausse de 11,4 %, selon les données statistiques publiées par le Comité Général des Assurances.

Il s'agit de la première fois que le secteur franchit le seuil des 4 milliards de dinars, ce qui reflète une évolution notable de l'activité assurantielle dans le pays.

L'assurance vie tire la croissance

Les statistiques montrent que la branche de l'assurance vie a été le principal moteur de cette croissance, avec une progression de 16,4 % en 2025. Son chiffre d'affaires a atteint 1 336,1 millions de dinars, contre 1 148,2 millions de dinars en 2024, portant sa part de marché à 31,4 %, ce qui traduit un intérêt croissant des Tunisiens pour ce type d'assurance.

L'assurance automobile reste dominante

Malgré cette progression, l'assurance automobile continue d'occuper la première place en termes de chiffre d'affaires, avec 1 628,3 millions de dinars.

Sa part de marché a toutefois connu un léger recul, pour s'établir à 38,3 % du total du marché.

Une croissance stable pour l'assurance maladie

L'assurance collective maladie a également maintenu une dynamique stable sur le marché tunisien. Son chiffre d'affaires a atteint 647 millions de dinars à la fin de l'année 2025, enregistrant une hausse de 11,4 % par rapport à 2024.

Parallèlement, les indemnisations versées ont atteint 566,7 millions de dinars, en augmentation de 8,4 %. Cette différence entre la croissance des primes (11,4 %) et celle des indemnisations (8,4 %) indique une légère amélioration de l'équilibre technique de cette branche.

Forte progression de l'assurance incendie

La branche assurance incendie a enregistré la meilleure performance en 2025.

Son chiffre d'affaires a atteint 241,2 millions de dinars, soit une hausse de 19,2 %, la plus élevée parmi les différentes branches.

En revanche, les indemnisations versées ont diminué de 13 %, pour s'établir à 92 millions de dinars, ce qui reflète une amélioration notable de la rentabilité de ce segment.

Une activité stable pour l'assurance transport

Concernant l'assurance transport, le chiffre d'affaires s'est établi à 112,8 millions de dinars, avec une légère croissance de 0,2 %. Les indemnisations versées ont, quant à elles, reculé de 5,5 % pour atteindre 20,5 millions de dinars, ce qui pourrait indiquer que les sinistres enregistrés ont été moins coûteux sur le plan financier.

Les indemnisations dépassent 2,3 milliards de dinars. Les compagnies d'assurance ont versé au total 2 363,4 millions de dinars d'indemnisations en 2025, soit une augmentation de 6,1 % par rapport à l'année précédente.

La branche assurance automobile représente la plus grande part de cette hausse, avec une progression de 20,3 %, dans un contexte marqué par près de 340 000 accidents de la route enregistrés durant l'année écoulée.

Une transformation progressive du secteur

Les indicateurs montrent que le secteur de l'assurance en Tunisie connaît une transformation structurelle progressive, marquée par un intérêt croissant pour l'assurance vie et l'assurance collective maladie.

Cette tendance contribue à diversifier le portefeuille du secteur et à réduire la dépendance au seul segment de l'assurance automobile obligatoire.

L'ÉCONOMISTE

Quand la géopolitique fait trembler les marchés : quelles perspectives pour l'économie tunisienne ?

12/03/2026

Les grandes secousses économiques commencent rarement dans les statistiques. Elles naissent souvent ailleurs, dans les fractures du monde. Un détroit stratégique menacé, une confrontation militaire qui s'intensifie, une route énergétique qui devient incertaine, et soudain les marchés s'agitent. Les devises fluctuent, les investisseurs se replient vers les valeurs refuges, les prix de l'énergie s'envolent.

Ce mécanisme, désormais bien connu, se rejoue aujourd'hui sous les yeux des marchés internationaux à la faveur des tensions qui s'intensifient au Moyen-

Orient.

Les analystes des grandes institutions financières internationales anticipent désormais une période de forte volatilité sur les marchés de change et de l'énergie. L'évolution du conflit pourrait dessiner plusieurs trajectoires possibles pour l'économie mondiale, allant d'une désescalade rapide à une perturbation majeure des approvisionnements énergétiques. Dans chacun de ces scénarios, les monnaies, les marchés financiers et les prix du pétrole réagiraient différemment.

Pour une économie comme celle de la Tunisie, profondément intégrée aux flux commerciaux et financiers internationaux tout en restant fortement dépendante des importations énergétiques, ces évolutions ne sont pas abstraites. Elles constituent au contraire des variables déterminantes pour la stabilité macroéconomique, la croissance et l'équilibre des finances publiques. Les mois à venir pourraient ainsi représenter un test important pour la résilience de l'économie tunisienne.

La géopolitique, nouveau moteur des marchés financiers

Depuis plusieurs semaines, les marchés des devises évoluent dans un climat d'incertitude alimenté par la montée des tensions au Moyen-Orient. Dans ce type de contexte, les investisseurs cherchent avant tout à protéger leur capital. Ils se tournent alors vers les monnaies considérées comme des refuges, au premier rang desquelles figure le dollar américain.

Cette dynamique explique en grande partie la vigueur récente de la devise américaine. L'indice du dollar, qui mesure sa performance face aux principales monnaies internationales, bénéficie d'une demande persistante liée à la recherche de sécurité. Lorsque l'incertitude domine, la liquidité et la profondeur des marchés financiers américains continuent de jouer un rôle d'aimant pour les capitaux internationaux.

Mais cette situation pourrait évoluer rapidement. Les analystes envisagent plusieurs scénarios, dont chacun aurait des implications différentes pour les marchés et pour les économies émergentes.

Dans l'hypothèse d'une résolution relativement rapide du conflit, la prime de risque géopolitique se réduirait progressivement. Les marchés retrouveraient un certain calme et les investisseurs recommenceraient à rechercher du rendement plutôt que la seule sécurité. Dans ce cas, le dollar pourrait connaître un léger repli tandis que l'euro retrouverait de la vigueur sur le marché des changes.

Un tel mouvement favoriserait également le rebond des monnaies des économies émergentes, notamment celles d'Europe centrale et orientale, très sensibles aux variations de l'appétit mondial pour le risque.

Un scénario central : la normalisation de l'incertitude

Le scénario aujourd'hui considéré comme le plus probable par de nombreux observateurs n'est toutefois ni celui d'une désescalade rapide ni celui d'une rupture brutale. Il s'agit plutôt d'une situation intermédiaire caractérisée par une « escalade maîtrisée ».

Dans ce cas de figure, les tensions géopolitiques resteraient présentes sans pour autant provoquer une rupture majeure dans l'approvisionnement énergétique mondial. Les marchés intégreraient progressivement cette situation dans leurs anticipations.

Le pétrole pourrait ainsi se stabiliser autour de niveaux relativement élevés, proches de 90 dollars le baril, tandis que les indices de volatilité financière resteraient supérieurs à leur moyenne historique. Les marchés s'adaptent alors à ce nouvel environnement où l'incertitude devient permanente mais prévisible.

Pour la Tunisie, ce scénario aurait des implications directes. Le premier canal de transmission concerne évidemment la facture énergétique. L'économie tunisienne reste structurellement dépendante des importations de pétrole et de gaz, ce qui rend ses équilibres externes particulièrement sensibles aux variations du prix du Brent.

Un maintien durable du pétrole autour de 90 dollars exercerait une pression continue sur les finances publiques, notamment à travers les mécanismes de compensation des prix de l'énergie. L'État serait contraint de supporter une part importante de cette hausse afin d'éviter une transmission trop brutale vers les ménages et les entreprises.

La question énergétique au cœur des équilibres macroéconomiques

La dépendance énergétique constitue l'une des fragilités structurelles de l'économie tunisienne. Chaque hausse significative du prix du pétrole se traduit mécaniquement par une aggravation du déficit commercial énergétique.

Cette dynamique exerce un effet domino sur l'ensemble des équilibres macroéconomiques. Le déficit extérieur se creuse, les besoins de financement augmentent et la pression sur la monnaie nationale s'intensifie. Dans ce contexte, la gestion de la stabilité du dinar devient un exercice d'équilibriste pour les autorités monétaires.

À court terme, la stabilité relative du dinar repose largement sur les entrées de devises générées par les exportations, le tourisme et les transferts des Tunisiens résidant à l'étranger. Si ces flux restent dynamiques, ils peuvent compenser partiellement le choc énergétique. Mais leur évolution dépend elle-même de la conjoncture internationale, notamment de la situation économique en Europe.

Algérie : Assurance des produits agricoles : une convention entre la CNMA et l'ANEXAL pour promouvoir les exportations

05/03/2026

La Caisse nationale de mutualité agricole (CNMA) et l'Association nationale des exportateurs algériens (ANEXAL) ont signé une convention de partenariat stratégique visant à promouvoir l'exportation des produits agricoles et à accompagner les producteurs nationaux vers les marchés internationaux, a indiqué jeudi la CNMA dans un communiqué.

Signée mercredi au siège de la CNMA, cette convention s'inscrit dans une démarche de soutien à la diversification économique, en faisant de l'agriculture et de l'agro-industrie des leviers de création de valeur et de croissance, précise la même source. A travers cet accord, la CNMA entend encourager les agriculteurs à intégrer la dimension export dans leurs stratégies de développement, en élargissant leurs débouchés commerciaux et en améliorant les standards de production, notamment en matière de qualité, de traçabilité et de conformité aux exigences des marchés extérieurs.

De son côté, l'ANEXAL mettra son expertise au service des producteurs et des opérateurs de l'agro-industrie pour les accompagner dans la compréhension des mécanismes du commerce international, des procédures réglementaires et des opportunités offertes par les marchés cibles, selon le communiqué. La convention prévoit la mise en place d'un cadre structuré de collaboration réunissant producteurs agricoles, transformateurs et exportateurs, dans une logique de chaîne de valeur visant à organiser l'offre nationale et à renforcer sa compétitivité et sa durabilité sur les marchés internationaux.

Dans le cadre de la mise en œuvre de cet accord, un programme de rencontres et d'actions de sensibilisation sera déployé tout au long de l'année 2026. Des sessions d'information régionales seront organisées afin d'initier les agriculteurs aux enjeux de l'exportation et de promouvoir l'ouverture vers les marchés extérieurs. Une rencontre nationale regroupant producteurs agricoles, opérateurs de l'agro-industrie et exportateurs est également prévue pour examiner les perspectives de développement des filières à fort potentiel exportateur et les conditions nécessaires

Algérie : Réforme de la CNAC : de l'assurance chômage au soutien aux start-up

07/03/2026

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, M. Abdelhak Saihi, a évoqué lors d'une séance de travail consacrée à l'évaluation des activités de la Caisse nationale d'assurance-chômage, la « révision du statut de la CNAC », indique un communiqué du ministère aujourd'hui.

Selon le ministre, cette révision vise à « permettre à la Caisse d'assumer de nouvelles missions stratégiques, axées non plus seulement sur la gestion du chômage, mais sur l'accompagnement à la création de postes de travail, l'encouragement de l'entrepreneuriat et le soutien direct à la création de start-up ».

La loi de finances 2025 : debut de la réorientation

Cette volonté politique d'orienter la CNAC vers l'entrepreneuriat et les start-up trouve sa traduction juridique et fiscale dans la Loi de Finances 2025. Le législateur a en effet introduit des incitations fiscales majeures pour accompagner cette nouvelle mission. Assistance chômage

Plusieurs articles de la LF 2025 viennent acter ce soutien : l'article 39 exempte du droit de mutation les entreprises issues des dispositifs de la CNAC qui ont obtenu le label « start-up » ou « incubateur d'affaires » dans le cadre de la création d'activités industrielles. L'article 41 va plus loin en exemptant de tous les droits d'enregistrement les contrats portant sur la constitution de sociétés créées par des porteurs d'investissements éligibles aux dispositifs de la CNAC

Le soutien budgétaire : L'évolution croissante

La loi de finances 2026 ne contient pas de dispositions spécifiques à la CNAC, mais elle a porté le budget alloué à ce chapitre à 82,4 milliards de dinars, avec une augmentation de plus de sept milliards de dinars par rapport au budget de 2025 (75,2 milliards de dinars). Création d'entreprise

Cette augmentation budgétaire doit permettre à la Caisse de financer à la fois ses engagements sociaux traditionnels et ses nouvelles missions de soutien à l'entrepreneuriat. En révisant le cadre juridique de la CNAC pour l'orienter vers les start-up, en lui octroyant des leviers d'attractivité fiscale, et en augmentant ses ressources financières, le gouvernement entend doter le pays d'un outil modernisé et adapté aux enjeux de la diversification économique et de la création de richesse.

Assurances : les réformes qui redessinent le secteur

02/03/2026

Digitalisation accélérée, refonte du cadre réglementaire et mutations profondes des modèles économiques : le secteur de l'assurance traverse une phase charnière. De l'assurance automobile à la santé, en passant par l'habitation et les normes prudentielles, les chantiers engagés ouvrent la voie à une transformation durable de la profession.

Le secteur de l'assurance traverse une phase de transformation dense, portée à la fois par l'accélération numérique, des réformes législatives structurantes et des choix stratégiques qui redessinent durablement ses équilibres. La Fédération marocaine de l'assurance (FMA) dresse le panorama de ces chantiers qui modifient en profondeur les pratiques, les modèles économiques et les relations avec les assurés.

Sur le front opérationnel, l'année a été marquée par l'entrée en service du Registre national des véhicules assurés. Ce dispositif centralisé vise à fiabiliser les données relatives au parc automobile couvert et constitue la pierre angulaire d'un contrôle plus efficace de l'assurance obligatoire. Il ouvre également la voie à la dématérialisation complète de l'attestation automobile, dont la prochaine étape repose sur l'utilisation d'un QR code sécurisé. Le système, désormais finalisé sur le plan technique, mobilise l'ensemble des acteurs pour son déploiement effectif. À cette modernisation s'ajoute la généralisation de solutions de paiement multicanales pour les primes, contribuant à fluidifier les parcours clients et à réduire les frictions administratives.

Parallèlement, le cadre réglementaire évolue à un rythme soutenu. L'adoption par la Chambre des représentants, début décembre 2025, du projet de loi modifiant le Dahir du 2 octobre 1984 relatif à l'indemnisation des victimes d'accidents de la circulation marque une étape clé. Le nouveau dispositif vise un meilleur équilibre entre l'amélioration des indemnisations et la maîtrise de l'impact sur les primes d'assurance. Le texte introduit également des règles rénovées en matière d'expertise médicale, avec le recours à une expertise contradictoire élargie en cas de désaccord, renforçant ainsi les garanties procédurales pour les victimes.

L'assurance automobile devrait connaître une autre inflexion réglementaire majeure avec l'introduction de critères de tarification affinés pour la responsabilité civile. L'objectif affiché est d'ajuster les tarifs au profil de risque réel des assurés, afin de renforcer l'équité entre conducteurs et d'aligner davantage les primes

sur les comportements et les expositions effectives.

Mais c'est sans doute la réforme de l'Assurance maladie obligatoire qui suscite les enjeux économiques les plus sensibles. Le basculement progressif des assurés du secteur privé vers la CNSS, prévu après l'amendement de l'article 114 attendu au premier semestre 2026, remet en question l'équilibre de la branche santé pour les compagnies et les intermédiaires. Environ 1,4 million d'assurés sont concernés, pour un volume de primes estimé à près de 4 milliards de dirhams. Cette activité représente plus de 13 % de l'assurance non-vie et constitue, pour certains courtiers, une part déterminante de leurs commissions.

Autre dossier structurant, l'hypothèse d'une obligation d'assurance habitation continue de faire l'objet d'études approfondies. Dans un contexte de multiplication des risques climatiques, la FMA plaide pour un dispositif intégrant les garanties essentielles, notamment la responsabilité civile et l'incendie, tout en renforçant la couverture contre les événements catastrophiques. Le faible taux de pénétration de l'assurance multirisques habitation, mis en lumière lors du séisme d'Al Haouz, a révélé la vulnérabilité financière de nombreux ménages non couverts.

Afrique



El Hadji Amar Kébé élu président de la Fédération sénégalaise des sociétés d'assurances

12/03/2026

El Hadji Amar Kebe, directeur général de AXA Sénégal, a été porté à la présidence de la Fédération sénégalaise des sociétés d'assurances (FSSA), en remplacement de Oumou Niang Touré, à l'issue d'une assemblée générale ordinaire de l'organisation tenue le 5 mars 2026. Cette nomination marque une nouvelle étape dans la structuration et la représentation du secteur de l'assurance au Sénégal.

Titulaire d'un parcours académique dans les domaines de l'économie et de l'assurance, El Hadji Amar Kébé est diplômé de l'Université Cheikh-Anta-Diop de Dakar, de l'Institut International des Assurances de Yaoundé, ainsi que de l'HEC Paris et de l'Université Paris Dauphine-PSL en France.

Il rejoint AXA Sénégal en 2000, où il entame une carrière de plus de deux décennies dans le secteur de l'assurance. Au cours de ses 26 années d'activité au sein du groupe, il a occupé plusieurs fonctions de responsabilité, contribuant au développement des activités de la compagnie sur le marché sénégalais. Fort de cette expérience, il est nommé directeur général de la société en 2023.

À la tête de la Fédération sénégalaise des sociétés d'assurances, El Hadji Amar Kébé aura notamment pour mission de renforcer la concertation entre les acteurs du secteur, de promouvoir le développement du marché de l'assurance au Sénégal et d'accompagner les initiatives visant à améliorer le taux de pénétration de l'assurance dans l'économie nationale.



Ouganda : lancement de Tamini General Insurance, 1ère assurance islamique

06/03/2026

Le 3 mars 2026, le président Yoweri Kaguta Museveni a officiellement inauguré à Kampala Tamini General Insurance, la première compagnie d'assurance islamique (Takaful) autorisée en Ouganda.

Licence délivrée par l'Insurance Regulatory Authority of Uganda en novembre 2025, Tamini est une entité de Salaam Group, groupe financier qui inclut aussi Salaam Bank Uganda, la première banque conforme à la charia du pays.

Le président a appelé à privilégier investissements productifs et inclusion financière, soulignant que l'assurance Takaful offre une couverture éthique accessible aux populations sous-servies. L'événement s'est tenu lors d'un dîner d'Iftar, reflétant l'importance du modèle mutualiste pour élargir l'accès aux services financiers sur un marché en croissance (plus de 45 millions d'habitants).

Middle East: War-risk insurance spike forces MSC surcharge on Africa-bound cargo

06/03/2026

Mediterranean Shipping Company (MSC), the global leader in container shipping, has begun applying a new war risk surcharge to cargo moving from the Indian subcontinent and Gulf states to African ports and Indian Ocean islands, citing sharply elevated threats in the Straits of Hormuz and Bab el-Mandeb.

The fees took effect immediately after several leading marine insurers, including Gard, Skuld and NorthStandard, withdrew war-risk cover for the region, sending hull and cargo premiums surging and leaving carriers with little choice but to pass on the added expense.

Under the new structure, shipments originating in the Indian subcontinent and heading to East Africa, Somalia, Mozambique and Indian Ocean islands will face an extra \$500 per 20-foot equivalent unit (TEU) for dry containers and \$1,000 per TEU for refrigerated units.

Cargoes from Gulf origins (Bahrain, Iraq, Kuwait, Oman, Qatar, Saudi Arabia and the UAE) to West Africa, East Africa, South Africa, Mozambique and Indian Ocean islands will incur higher levies: \$2,000 for a 20-foot box, \$3,000 for a 40-foot container and \$4,000 for reefer cargo.

The move follows similar surcharges announced this week by rivals such as Hapag-Lloyd and builds on MSC's recent suspension of certain Gulf-origin bookings and diversion of containers to safer discharge points.

Annual containerised trade between Africa and the combined Indian subcontinent-Gulf region exceeds \$100 billion. Industry executives expect the new charges layered on top of still-elevated freight rates from earlier Red Sea disruptions to be passed through to importers, raising the cost of consumer goods, machinery, electronics and perishables across the continent.

"Carriers are simply transferring these unprecedented insurance hikes straight to customers, which could slow down trade volumes in vulnerable African markets already battling

currency volatility and inflation,” said Lars Jensen, founder of SeaIntelligence, a Copenhagen-based maritime consultancy specialising in container shipping economics

MSC told customers the surcharge would remain “until further notice” while the company continues to monitor the situation in coordination with authorities and insurers. The Swiss-headquartered operator declined to comment on the expected financial impact.

The development adds fresh pressure to already strained global supply chains. Oil-tanker rates out of the Gulf have climbed to multi-year highs, and African ports are bracing for possible knock-on effects, including longer lead times and tighter inventory availability for importers.

Monde Arabe



ME conflict:UAE insurance industry looks to ‘North Star’ of resilience amid regional hostilities

12/03/2026

The insurance landscape is caught in a state of flux because of the rapid escalation of the military conflict between Israel and the US on one side and Iran on the other, according to Mr Suresh Nair, Executive Director of Gargash Insurance, which is a Dubai-based insurance broker.

At press time, military action against Iran by Israel and the US was ongoing and several countries in the region have been pulled into the conflict to varying degrees.

Even in the initial days of the hostilities, direct and indirect effects on sectors such as logistics, transport and energy, were evident. Within hours of the joint US-Israeli attacks on Iran that started on 28 February, airlines in the region suspended scheduled commercial flights. In addition, Iran closed the Hormuz Strait to shipping. Existing war risk insurance coverage on marine shipping has been cancelled by international P & I Clubs, with reinstatement of coverage being looked at on a case-by-case basis at much higher rates, if at all.

Normal property policies carry blanket war

exclusions. To mitigate risk, interest in purchasing war risk insurance coverage has increased. Speaking to Middle East Insurance Review, Mr Nair, who is also a Vice President (International) of London-headquartered Chartered Insurance Institute, said that the take-up is expected. However, it is anticipated to be limited because of reduced capacity/availability and increased prices due to the ongoing conflict.

He also said, “It would be disingenuous to suggest that insurance markets regionally and globally will not be impacted adversely by the conflict. The impact will clearly be dependent on the extent and duration of the hostilities.”

However, he added, “Overall, the UAE economy and insurance industry have always shown strength and resilience—bouncing back quickly and strongly after major weather events, pandemics, and global economic downturns in the past—which should and will be the North Star ahead.”



ME conflict:Qatar most exposed but Bahrain likely to be first in GCC to face financial stress

11/03/2026

Oman appears less vulnerable because its main port, Duqm, lies outside the Strait, although recent drone attacks and incidents in the Gulf of Oman highlight additional risks. The UAE and Saudi Arabia can divert part of their oil exports through pipelines, although this only partially mitigates the impact.

Prolonged escalation

Atradius says that if the military conflict is prolonged, estimates suggest that oil prices could rise to \$130–140 per barrel. Although Iran is unlikely to keep the Strait of Hormuz closed for an extended period, it could continue to disrupt shipping inside and outside the strait, creating persistent instability in global energy flows.

Under these conditions, Bahrain would likely be the first Gulf state to face financial stress due to its weak public finances, limited buffers, and strong dependence on oil revenues.

Other Gulf economies would also come under sustained pressure, as disruptions to logistics,

tourism, and export activity persist for longer.

Baseline scenario

Atradius says that its baseline scenario for the on-going military action in the Middle East assumes a short-lived conflict followed by a gradual return to diplomatic engagement, including a renewed attempt at nuclear negotiations.

Mr Niels de Hoog, Senior Economist at Atradius, said, "Iran is largely isolated and would find it difficult to sustain a prolonged confrontation."

He added that the company does not expect Iran to be able to keep the Hormuz Strait closed for an extended period, since an international maritime operation led by the US would very likely bring any blockade to an end relatively quickly. «A prolonged shutdown would also run counter to Iran's own interests, as it would block its vital oil exports to China."

Referring to Iran, he said, "The recent high-risk actions targeting Gulf states seem primarily intended to create political leverage to return to negotiations. A major escalation would be counterproductive, as it could push the Gulf states to actively turn against Iran."

Impact on GCC states

In a short conflict scenario, the economic impact on the Gulf states remains limited, although disruptions are unavoidable. Because the Strait of Hormuz is effectively blocked, the Gulf states cannot benefit from higher oil prices, and their non-oil economies face temporary pressures from airspace closures and disruptions to tourism, logistics, and re-export activities.

Thanks to their substantial international reserves and large sovereign wealth funds, most Gulf economies are able to absorb a disruption lasting a few weeks, with an estimated average growth impact of around half a percentage point, Atradius says.

Internationale

ReInsurance BUSINESS

War risk cover still available despite Gulf shipping near-standstill

06/03/2026

Industry bodies are projecting calm, but behind the reassurances lies a market grappling with surging rates and stranded vessels

Establishments face challenges in obtaining suitable insurance coverage, while insurance companies indicate that certain facilities are classified as high-risk if safety and security requirements are not met. He stressed that strengthening risk management culture and compliance with safety standards contribute to reducing risk levels and enhancing the ability of establishments to obtain insurance coverage appropriate to the nature of their industrial activities.

IUA chief executive Chris Jones said insurers have «well-established risk management processes and policy protections to manage war risks and ensure that trade can continue to flow.»

He noted that the IUA and Lloyd's Market Association jointly engage security consultants to advise underwriters on areas of heightened risk.

Jones acknowledged the Persian Gulf is «currently an area of maximum risk severity» but stressed that insurance remains available, including for vessels transiting the Strait of Hormuz.

The aviation sector also has protocols in place, he said, with insurers working alongside brokers and airlines to support flights «when it is safe to do so.»

IUMI struck a more cautious tone, warning that short-term supply chain disruptions across the Middle East are likely. The body said the marine insurance community is closely monitoring the free passage of shipping in the Persian Gulf and Red Sea.

War risk cover remains available on a single-voyage basis, IUMI said, provided navigation is authorised by

governments and flag states. A Notice of Cancellation «does not, necessarily, end the cover,» the body noted, adding that «war cover remains available for owners and operators wishing to take it.»

IUMI said its members primarily provide property insurance for hull, machinery, and cargo, while liability cover is typically handled by P&I Clubs.

Mounting costs behind the Middle East statements

The reassurances come against a backdrop of rapidly escalating costs. Marsh reported war risk rates climbing to 1.25% of a vessel's value as of Tuesday, up from about 0.25% the prior week. For a US\$100 million tanker, that translates to a leap from roughly US\$250,000 to over US\$1 million per voyage.

Jeremy Nixon, CEO of container carrier Ocean Network Express, estimates around 10% of the global container fleet is now caught up in the bottleneck. Linerlytica reported 132 container ships with a combined capacity of 458,000 TEU trapped in the Persian Gulf as of Monday.

Brent crude rose by up to 13% to US\$82 per barrel following the initial strikes, while LSEG data showed benchmark freight rates for Very Large Crude Carriers hitting a record US\$423,736 per day.

JPMorgan analysts estimated that vessels in the Gulf collectively require some US\$352 billion in maximum insurance coverage, far exceeding what private markets are currently providing.

significant insured losses,» S&P explained.

However, the rating agency noted that while the war's impact on insurers' cyber portfolios currently appears limited, the situation remains fluid and could escalate further, particularly once the physical conflict subsides.

S&P continued, «An escalation of malicious cyberactivity into larger, coordinated, state-linked attacks could severely test underwriting models, raise accumulation risk, and spark legal disputes over coverage»

That said, insurers have been refining their cyber policy wording over the past few years, particularly around war-related exclusions and state-sponsored cyber activity, in order to clarify the coverage boundaries.

«At the same time, underwriting frameworks increasingly incorporate cyber-risk analytics, threat intelligence, and geopolitical risk assessments to better understand systemic exposure.»

The rating agency also highlighted the significant cyber insurance protection gap, noting that many companies remain uninsured or underinsured against cyber risks despite increasing digital dependence.

«Rising geopolitical tensions and growing awareness of cyberattacks could further increase the demand for cyber insurance. Alongside traditional insurance solutions, alternative risk-transfer mechanisms and public-private partnerships may play an important role in gradually narrowing the protection gap,» S&P added.

S&P Global Ratings credit analyst Manuel Adam continued, «Our focus remains on insurers' risk management practices, portfolio diversification, and operational resilience.

«Overall, the Middle East war highlights the growing interconnection between cyber risk, geopolitics, and insurance, reinforcing the importance of clear policy language, prudent underwriting, and robust operational safeguards to maintain portfolio resilience.»



Heightened risk of severe cyberattacks amid Middle East conflict: S&P

12/03/2026

According to S&P Global Ratings, cyber-risk analytics firms have reported heightened activity by threat actors and affiliated hacktivist groups since the outbreak of the Middle East war, including distributed denial-of-service attacks, phishing campaigns and attempts to compromise corporate networks and critical infrastructure.

With this in mind, the rating agency said there is a heightened risk of severe cyberattacks during or following the military action, as has been observed in previous geopolitical conflicts.

«To date, there have been no public reports of large insured cyber-related losses directly attributable to the Middle East war. Most incidents appear to have disrupted services or systems without generating